

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

#### BANQUE FRANCAISE MUTUALISTE

Société coopérative de banque au capital de 114 154 973 €  
Siège social : 56-60, rue de La Glacière, 75013 Paris  
RCS Paris 326 127 784

#### DOCUMENTS COMPTABLES ANNUELS

##### A. - Bilan au 31 décembre 2016 avant répartition.

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2015	31/12/2016
Caisse, banques centrales, C.C.P	27 776	26 541
Effets publics et valeurs assimilées	360 478	449 372
Créances sur les établissements de crédit	28 154	31 376
Opérations avec la clientèle	2 064 513	2 080 421
Obligations et autres titres à revenus fixes	482 862	378 451
Actions et autres titres à revenu variable	249 663	259 172
Parts dans les entreprises liées	37 745	37 762
Participations et autres titres détenus à long terme	1 221	2 750
Crédit-bail et opérations assimilées		
Locations simples	25	25
Immobilisations incorporelles	1 707	524
Immobilisations corporelles	1 884	2 680
Autres actifs	46 755	33 025
Comptes de régularisations	10 662	21 490
<b>Total actif</b>	<b>3 313 445</b>	<b>3 323 589</b>

Passif	31/12/2015	31/12/2016
Dettes envers les établissements de crédit	309 272	349 517
Opérations avec la clientèle	2 707 377	2 648 724
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	26 366	30 055
Comptes de régularisation	17 807	25 209
Provisions pour risques et charges	3 359	5 737
Dettes subordonnées	2 177	2 172
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	22 205	22 205
Capitaux propres	224 882	239 970
Capital souscrit	113 804	114 155
Primes d'émission	14 853	15 284
Réserves	79 259	95 162
Provisions règlementées	71	174
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (+/-)	16 895	15 195
<b>Total passif</b>	<b>3 313 445</b>	<b>3 323 589</b>

Hors bilan	31/12/2015	31/12/2016
Engagements donnés :		

Engagements de financement	59 266	57 120
Engagements de garantie	2 285	4 216
Engagements reçus :		
Engagements de financement	105 000	105 000
Engagements de garantie	105 553	90 711
Autres engagements reçus sur titres	32 486	16 535

**B. - Compte de résultat**

(En milliers d'euros.)

	31/12/2015	31/12/2016
+ Intérêts et produits assimilés	134 686	120 675
- Intérêts et charges assimilées	60 426	46 740
+ Revenus des titres à revenu variable	2	205
+ Commissions (produits)	10 026	19 352
- Commissions (charges)	1 285	1 195
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	181	429
+ Autres produits d'exploitation bancaire	367	175
- Autres charges d'exploitation bancaire	24	12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>83 527</b>	<b>92 889</b>
- Charges générales d'exploitation	49 338	58 105
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	1 715	2 085
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>32 475</b>	<b>32 700</b>
+/- Coût du risque	-11 136	-3 813
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>21 338</b>	<b>28 886</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés.....	2 623	- 477
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>23 961</b>	<b>28 409</b>
+/- Résultat exceptionnel	1 243	
- Impôt sur les bénéfices	8 309	13 214
+/- Dotations/ reprises de fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées		
<b>Résultat net</b>	<b>16 895</b>	<b>15 195</b>

**C. - Annexe aux comptes annuels.****I- Faits significatifs de l'exercice.****1 – 30 ans de la BFM**

En 2016, la BFM a fêté ses 30 ans d'existence, en organisant tout au long de l'année des événements réunissant ses clients, sociétaires, partenaires et collaborateurs.

**2 – Plan stratégique**

Le conseil d'administration a validé une adaptation du plan stratégique Ambitions 2020, élaboré en 2015. Il s'articule désormais autour des trois axes suivants :

- accroître l'activité de la BFM sur son périmètre historique des agents du secteur public,
- accroître les opportunités de diversification de l'activité de la banque (dont l'élargissement de l'offre aux professionnels de santé fait partie),
- augmenter la performance et l'efficacité des processus de la BFM pour restituer ces dernières au client par la mise à disposition de produits et services d'une qualité optimale.

La première de ces ambitions s'est traduite par des avancées significatives en 2016, avec notamment le renforcement du partenariat avec la Société Générale, concrétisé par la signature d'un contrat cadre conclu le 17 novembre 2016 et la dynamisation des relations opérationnelles entre la BFM et ses mutuelles sociétaires.

### 3 – Gouvernance / gestion des risques

L'année 2016 a été riche sur ce plan, avec notamment :

- Renforcement de la fonction conformité, avec la création d'un poste dédié et le recrutement d'une ressource allouée à cette fonction.
- Evolution des règlements intérieurs du conseil d'administration et des comités qui en sont issus
- Formalisation par le conseil d'administration d'un cadre d'appétence au risque
- Lancement des travaux d'établissement d'un plan préventif de redressement, que la BFM devra remettre à l'ACPR avant le 31 mars 2017.

### 4 – Projets d'entreprise

Parmi les grands projets menés par la banque en 2016, on trouve notamment :

- Transfert du siège social - projet Cristalia

Les conséquences de la suspension des travaux intervenue en septembre 2015 ont pu être contenues, avec l'intervention d'un maître d'œuvre spécialisé amiante qui a pu élaborer un plan de traitement et organiser une reprise des travaux progressive à partir de février 2016. Le projet est resté dans l'enveloppe financière globale qui avait été allouée par le conseil d'administration du 3 février 2015 et dans un contexte de planning tendu, l'emménagement des équipes a eu lieu en novembre 2016.

- Gestion administrative de l'assurance emprunteur

Ce projet stratégique vise à revoir entièrement la gestion administrative des contrats d'assurance emprunteur et à doter la BFM d'une capacité et d'un savoir-faire en termes de courtage et co-courtage, ce qui permet de proposer de nouveaux services aux mutuelles sociétaires. Le projet a été déployé en plusieurs lots à partir de mai 2016, il se traduit également par un bilan économique favorable avec des résultats estimés d'un million d'euros en termes de gains d'activité à échéance 2020 et d'un million d'euros en termes de gestion administrative dès 2017.

### 5 – Contrôle fiscal

Un contrôle fiscal a eu lieu en fin d'année 2016 sur l'exercice 2013 et est toujours en cours sur les exercices 2014 et 2015.

Il en ressort, pour 2013, une proposition de rectification d'un montant global de 4 291 K€. Le montant est intégralement provisionné dans les comptes 2016.

## II– Faits postérieurs à la clôture

Aucun fait postérieur à la clôture.

## III– Informations sur les règles et principes comptables

### 1 - Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées.

Les comptes sociaux sont établis selon les principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit, conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03 et ANC n°2014-07 relatif aux comptes des établissements du secteur bancaire.

Pour le cas particulier des comptes semestriels, qui ne présentent pas d'obligation de publication, une version simplifiée de l'annexe aux comptes est présentée.

Conformément aux dispositions de l'article L.233-17 du Code de commerce, la BFM est exemptée de l'obligation d'établir et de publier des comptes consolidés puisqu'elle est elle-même, ainsi que ses deux principales filiales ITL et la SCI Glacière, sous le contrôle de la société MNH qui les inclut dans ses comptes consolidés.

Société consolidante	Adresse	Méthode de consolidation
MNH	331 avenue d'Antibes, 45 200 AMILLY	Intégration globale

#### 1.1. Comptabilisation de l'actif immobilisé.

L'actif immobilisé est inscrit au bilan pour son prix d'acquisition (TVA non récupérable incluse, le cas échéant).

*Durées d'amortissement des immobilisations*

Les immobilisations sont amorties sur leur durée probable d'utilisation suivant le mode linéaire, sauf en ce qui concerne le matériel informatique amorti suivant le mode dégressif. L'approche par composants (CRC n° 2002-10) n'a pas permis d'identifier de différences significatives sur les principes déjà adoptés. De manière générale :

Logiciels	3 ans (dégressif) pour les logiciels Système 1 an pour les logiciels bureautique.
Immeubles	36 ans

Agencements et mobilier	3 ans et 10 ans linéaire
Matériel informatique	5 ans (linéaire) et 3 ans en dégressif

## 1.2. Principes et méthodes comptables retenus pour le portefeuille titres et les instruments financiers à terme.

### 1.2.1. Portefeuille titres

Les opérations sur titres sont enregistrées conformément aux principes comptables définis aux articles 2311-1 et 2391-1 du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

La répartition des titres entre les 6 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement, titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées) est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres, intention identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

#### • Titres de transaction

Les titres de transaction sont des titres acquis ou vendus dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance, c'est à dire dans un délai de 6 mois maximum. Ne peuvent être considérés comme des titres de transaction que ceux qui sont négociables sur un marché liquide, avec des prix de marché constamment accessibles aux tiers. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable.

Les titres de transaction sont enregistrés coupon couru (s'il s'agit de titres à revenu fixe) et frais exclus. A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent, le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

A l'issue d'une durée de détention de six mois, les titres de transaction sont reclassés en titres de placement ou d'investissement, selon la qualification qui pourra leur être donnée en fonction des conditions requises d'inscription pour chacun des portefeuilles destinataires. Ces titres de transaction sont transférés à leur valeur de marché au jour du transfert.

La Banque Française Mutualiste ne détient pas de titre de transaction dans son portefeuille au 31 décembre 2016.

#### • Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres acquis avec l'intention de les détenir pendant une durée supérieure à 6 mois, sans que l'établissement ne soit engagé, s'il s'agit de titres à revenu fixe, à les détenir jusqu'à l'échéance. Cette catégorie comprend également les titres provenant de la catégorie transaction et les titres ne satisfaisant pas aux conditions requises pour un classement en portefeuille d'investissement.

A leur date d'acquisition, les titres de placement sont comptabilisés à leur prix d'acquisition frais exclus. Pour les titres reçus du portefeuille de transaction, la valeur de marché au jour du transfert vaut prix d'acquisition et la date de transfert vaut date d'acquisition. Les intérêts courus sont exclus pour les valeurs mobilières à revenu fixe et inclus pour les titres monétaires. La différence entre le prix d'acquisition des titres à revenu fixe et leur prix de remboursement est rapportée au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres. Ce rattachement est effectué selon un mode linéaire pour les valeurs mobilières à revenu fixe et selon un mode actuariel pour les titres monétaires. A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition et du prix de marché. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation.

Lorsque les titres font l'objet d'une couverture, les résultats sur instruments de couverture sont pris en compte par ligne de titres pour le calcul des dépréciations.

Le résultat des cessions ainsi que les dotations et reprises de dépréciations figurent dans la rubrique « Gains ou pertes des portefeuilles de placement et assimilés ».

#### • Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres à revenu et à date d'échéance fixes acquis ou reclassés de la catégorie « titres de transaction » ou « titres de placement » avec l'intention manifeste de détention jusqu'à l'échéance. Les titres répondant à ces caractéristiques peuvent être classés en titres d'investissement dès lors que l'établissement a la capacité de les détenir jusqu'à l'échéance, en disposant notamment de la capacité de financement nécessaire pour continuer à détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date de leur acquisition, selon les mêmes règles que les titres de placement. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles ou en cas de risque de défaillance de l'émetteur.

Les titres transférés du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement sont inscrits à leur prix d'acquisition ; les dépréciations constituées à l'ouverture de l'exercice sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

Les primes et décotes font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres.

Le résultat des cessions éventuelles et les dotations et reprises de dépréciation sont inscrits en « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

Durant la période, il n'y a pas eu de transfert entre les titres de placement et les titres d'investissement.

#### • Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle.

La Banque Française Mutualiste ne détient pas de titre de l'activité de portefeuille au 31 décembre 2016.

#### • Autres titres détenus à long terme

Relèvent de cette catégorie les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

#### • Titres de participation et parts dans les entreprises liées

La BFM détient des titres de participation, classés comme tels car répondant à une volonté de participation durable à l'activité.

Ces titres sont enregistrés pour leur coût d'acquisition. Cette valeur est revue à la baisse par le biais d'une dépréciation, le cas échéant, afin de tenir compte d'éléments significatifs tels qu'une dégradation de la situation nette et des perspectives concernant les sociétés détenues.

Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés pour le montant net de l'opération de cession en « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

### 1.2.2. Instruments financiers à terme

Les principes et méthodes comptables retenus pour la comptabilisation des opérations financières à terme résultent du règlement n°2014-07 de l'ANC (livre II – titre 5 : « les instruments financiers à terme »).

### 1.3. Dépréciation des immobilisations financières

Une dépréciation des immobilisations financières est constatée afin de couvrir une différence défavorable entre d'une part la valeur d'acquisition et d'autre part, soit la valeur du marché réglementé sur lequel ces titres sont cotés, soit sur la valeur nette comptable.

### 1.4. Créances et dettes sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances et dettes sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et la nature du concours : créances / dettes à vue ou à terme, créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle. Elles intègrent toute sorte de concours effectué avec les établissements de crédit, y compris les opérations de pension.

Seules les dettes et créances répondant aux conditions suivantes font l'objet d'une compensation comptable au bilan : même contrepartie, exigibilité et devise identique et existence d'une lettre de fusion de comptes.

Les intérêts courus non échus sur les créances ou dettes sont portés en comptes de créances ou dettes rattachées, en contrepartie du compte de résultat. Par ailleurs, les intérêts échus sur les créances douteuses viennent s'ajouter à l'encours douteux par contrepartie du compte de résultat.

En application des règles déterminées par le règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

- Les encours sains

Il s'agit des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.

- Les créances restructurées

Les créances restructurées constituent une sous-catégorie des encours sains et recouvrent essentiellement les dossiers ayant fait l'objet d'un plan de surendettement, et pour lesquels une décote est calculée, couvrant en valeur actualisée le différentiel entre les flux du nouveau plan de surendettement et les flux du contrat d'origine. La dotation de cette décote figure en coût du risque, tandis que la reprise correspondante est présentée en Produits et intérêts sur opérations avec la clientèle.

- Les encours douteux

Il s'agit de crédits présentant au minimum un impayé pour les prêts en surendettement, un impayé de plus de trois mois pour les prêts à la consommation, et de six mois pour les prêts immobiliers. La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatifs au débiteur.

- Les encours douteux compromis

Ils constituent une sous-catégorie des encours douteux et se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances ayant fait l'objet d'une déchéance du terme (dénommées « créances contentieuses »), des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

La gestion et le recouvrement des créances contentieuses ont été confiés à la Compagnie Générale de Recouvrement Mutualiste (CGRM), filiale à 100% de la Banque Française Mutualiste.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des encours sains.

Lorsque la créance bénéficie de garanties, celle-ci sont comptabilisées en hors bilan, dans le poste « Engagements de garanties reçues ».

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

L'ensemble des créances douteuses (douteux et douteux compromis) fait l'objet de dépréciations, appréciées dossier par dossier ou par méthode statistique (sur la base des taux de pertes ou de récupérations observées sur les dix années écoulées) lorsque celle-ci est plus appropriée.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC, la BFM détermine le montant de ces dépréciations afin de couvrir, en valeur actualisée au taux nominal du prêt, l'ensemble des pertes prévisionnelles sur ces créances. En tout état de cause, le montant de la dépréciation ne peut être inférieur au montant des intérêts échus sur ces créances et non encaissés.

#### 1.5. Provisions pour risques et charges

Les provisions comprennent :

- Les provisions pour indemnités de fin de carrière
- Les provisions pour risques divers et litiges

Les engagements à long terme vis-à-vis du personnel sont constitués des indemnités de retraite, calculées selon la méthode prospective. Cette méthode tient compte d'hypothèses démographiques, des prévisions de départ anticipé, d'augmentation de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

Les coûts provisionnés dans le cadre du plan d'accompagnement comprennent les indemnités légales et conventionnelles, ainsi que des frais divers pris en charge par la banque, tels que : formations, aide à la création d'entreprise et coût de transport.

Le livret d'épargne BFM Avenir proposé par la BFM à sa clientèle donne droit au détenteur à des prêts à taux préférentiel. L'obligation qui en découle pour la BFM est évaluée sous forme d'une provision pour droit à prêt, calculée par différence entre le taux de référence proposé par la BFM pour des concours équivalents et le taux prévisionnel du prêt lorsqu'il est jugé statistiquement probable.

#### 1.6. Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la Banque Française Mutualiste, conformément aux conditions requises par l'article 1121 du règlement n° 2014-07 de l'ANC.

#### 1.7. Principe de comptabilisation des commissions

L'enregistrement des commissions diffère selon qu'il s'agit d'éléments liés ou non à l'octroi ou l'acquisition d'un concours.

En effet, conformément au règlement 2014-07 de l'ANC (livre II, titre 1), les commissions reçues ou versées lors de l'octroi d'un crédit sont étalées linéairement sur la durée de vie effective dudit crédit, alors que les autres commissions sont prises en résultat dès leur survenue.

Dans le cas de commissions étalées sur la durée de vie du prêt, le produit et la charge correspondants sont présentés en produits nets d'intérêts, les commissions restant à étaler sont intégrées aux postes de créances et dettes rattachées à l'encours de crédit.

### 2- Changement de méthodes comptables.

Néant.

## IV - Notes sur les postes du bilan

Note 1. Ventilation des créances et dettes selon leur caractère échancé :

En K€	31/12/2015	31/12/2016
<b>Actif :</b>		
Caisse, banques centrales, C.C.P	27 776	26 541
A vue	27 775	26 541
A terme	-	-
Créances rattachées	1	-
Créances sur les établissements de crédit	28 154	31 376
A vue	27 974	31 268
A terme	-	-
Créances rattachées	181	108
Opérations avec la clientèle	2 064 513	2 080 421
A vue	61 217	64 459
A terme	1 993 668	2 008 453
Créances rattachées	9 629	7 509
<b>Total</b>	<b>2 120 444</b>	<b>2 138 337</b>
<b>Passif :</b>		
Dettes envers les établissements de crédit	309 272	349 517
A vue	8 581	9 604
A terme	298 216	336 886
Dettes rattachées	2 476	3 028
Opérations avec la clientèle	2 707 377	2 648 724
Comptes d'épargne à régime spécial	2 658 473	2 624 188
Autres dettes à vue	859	696
A terme	17 726	2 514
Dettes rattachées	30 319	21 326
Dettes représentées par un titre	0	0
A vue	-	-
A terme	-	-
Dettes rattachées	-	-
<b>Total</b>	<b>3 016 649</b>	<b>2 998 241</b>

Note 2. Créances sur la clientèle :

(En K€)	Valeur brute 31/12/2016	Dépréciation 31/12/2015	Dotations	Reprises	Dépréciation 31/12/2016	Valeur nette 31/12/2016
<i>Autres concours à la clientèle</i>						
<b>-Encours sains</b>	<b>2 010 810</b>	<b>3 698</b>	<b>2 699</b>	<b>-4 486</b>	<b>1 912</b>	<b>2 008 898</b>
Encours sains normaux	1 995 996	-	-	-	-	1 995 996
Encours sains créances restructurées	14 814	3 698	2 699	-4 486	1 912	12 902
Encours sains prêts décotés	-	-	-	-	-	-
<b>Encours douteux, compromis et contentieux</b>	<b>139 646</b>	<b>76 954</b>	<b>7 794</b>	<b>-9 114</b>	<b>75 634</b>	<b>64 013</b>
Encours douteux	58 903	32 389	2 670	-5 191	29 868	29 035
Encours douteux compromis	6 106	10 532	1 712	-	12 244	-6 138
Encours contentieux	74 638	34 033	3 412	-3 923	33 522	41 115
<b>-Créances rattachées</b>	<b>7 509</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 509</b>
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	<b>1</b>					<b>1</b>
<b>TOTAL CREANCES</b>	<b>2 157 966</b>	<b>80 652</b>	<b>10 493</b>	<b>-13 600</b>	<b>77 545</b>	<b>2 080 421</b>

Les 2 011 M€ de créances saines sur la clientèle sont répartis en 1 939 M€ de prêts consentis à des particuliers (parmi lesquels la part des crédits consentis dans les Départements d'Outre-Mer représente un montant de 105 M€) et 72 M€ de concours accordés à des entreprises ou entrepreneurs individuels.

Par ailleurs, les prêts consentis par la BFM sont pour l'essentiel des prêts à la consommation (1 858 M€ du total des encours sains), les prêts immobiliers ne représentent que 81 M€ du total des encours sains. Le reste des encours sains est composé de crédits à l'équipement et de crédits d'exploitation accordés à des sociétés.

Certains des encours, bien que qualifiés de sains, sont assortis de décotes : il s'agit des créances restructurées (plan de surendettement Banque de France) pour un encours de 14,8 M€. Les décotes sont liées à un différentiel actualisé entre les flux du nouveau plan de crédit mis en place et les flux du contrat d'origine.

Note 3. Ventilation des créances et dettes selon leur durée restant à courir :

(En K€)	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
<b>Créances</b>	<b>164 973</b>	<b>494 393</b>	<b>1 544 314</b>	<b>621 096</b>	<b>2 824 775</b>

A terme sur établissement de crédit	-	-	-	-	-
A terme sur clientèle	149 973	419 335	1 235 629	203 517	<b>2 008 453</b>
Titres en portefeuille	15 000	75 058	308 685	417 579	<b>816 322</b>
<b>Dettes</b>	<b>336 886</b>	<b>945</b>	<b>1 569</b>	-	<b>339 400</b>
A terme envers les établissements de crédit	* 336 886	-	-	-	<b>336 886</b>
A terme envers la clientèle	-	945	1 569	-	<b>2 514</b>
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-

\*dont titres donnés en pension livrée pour 336 886 K€

Note 4. Créances et Dettes rattachées aux postes du bilan :

(en K €)	31/12/2015	31/12/2016
<b>Créances rattachées</b>	<b>22 622</b>	<b>18 118</b>
Banques centrales, CCP	1	-
Etablissements de crédit	181	108
Concours à la clientèle	9 629	7 509
Prêts subordonnés à terme	-	-
Obligations et autres titres	12 812	10 502
<b>Dettes rattachées</b>	<b>32 795</b>	<b>24 353</b>
Établissement de crédit	2 476	3 028
Comptes créditeurs de la clientèle	30 319	21 326
Titres de créances négociables	-	-

Note 5. Portefeuille titres :

1) Portefeuille de transaction :

Néant.

2) Portefeuille de placement :

(En K€)	31/12/2015				31/12/2016			
	Valeur d'acquisition	Valeur de marché	Plus-values latentes	Moins-values latentes (*)	Valeur d'acquisition	Valeur de marché	Plus-values latentes	Moins-values latentes (*)
Titres de placement :								
Obligations(1).	1 000	-	-	-	1 000	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-	-	-	-
Parts d' OPCVM	249 878	249 959	297	-215	259 374	259 450	277	-201
Actions	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>250 878</b>	<b>249 959</b>	<b>297</b>	<b>-215</b>	<b>260 374</b>	<b>259 450</b>	<b>277</b>	<b>-201</b>

(\*) Les moins-values latentes sont provisionnées à 100 %.

(1) titres non cotés

3) Ventilation des obligations et autres titres à revenu fixe :

(En K€)	31/12/2015				31/12/2016			
	Organismes publics		Organismes publics		Organismes publics		Organismes publics	
	Non subordonné	Non subordonné	Non subordonné	Non subordonné	Non subordonné	Subordonné	Non subordonné	Subordonné
Entreprises liées	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises avec lien de participation	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres entreprises	-	-	475 259	1 000	-	-	374 145	1 000
Créances rattachées	-	-	6 603	-	-	-	3 306	-
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>418 861</b>	<b>1 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>377 451</b>	<b>1 000</b>

4) Portefeuille d'investissement :

(En K€)	31/12/2015			Acquisitions	Cessions / tombées	31/12/2016			
	Nominal	Surcote Décote Coupon couru	Valeur Comptable			Nominal	Surcote Décote Coupon couru	Valeur comptable	Plus ou moins values latentes au 31/12/2016
Titres états européens	320 000	34 269	354 269	115 000	35 000	400 000	42 177	442 177	28 936
Obligations	100 000	419	100 419	10 000	100 000	10 000	-405	9 595	461
TSR	22 000	-	22 000	-	-	22 000	-	22 000	-64
BMTN	352 300	540	352 840	95 000	95 000	342 300	250	342 550	-14 244
Créances rattachées	-	-	12 812	-	-	-	-	10 501	-
<b>Total.....</b>	<b>794 300</b>	<b>35 228</b>	<b>842 340</b>	<b>210 000</b>	<b>230 000</b>	<b>774 300</b>	<b>42 022</b>	<b>826 823</b>	<b>15 089</b>

Parmi les obligations et BTMN de notre portefeuille, 360 M€ sont émis par des banques Européennes dont 70 M€ bénéficiant d'une garantie d'État.

#### Détails des titres émis par des États Européens en portefeuille au 31/12/2016

PAYS	NOMINAL	Valeur bilan au 31/12/2016	Valeur marché au 31/12/2016	PMVL au 31/12/2016
Total Espagne	110 000	131 679	142 996	11 317
Total Irlande	30 000	30 013	35 914	5 901
Total Italie	95 000	108 086	115 982	7 896
Total Portugal	125 000	137 399	140 873	3 474
Total Roumanie	40 000	42 154	42 501	347
<b>Total général</b>	<b>400 000</b>	<b>449 331</b>	<b>478 266</b>	<b>28 936</b>

La valeur bilan s'entend créances rattachées incluses.

#### Titres donnés en pension au 31/12/2016

Nature des titres mis en pension	Nominal	Valeur comptable montant emprunté	Valeur donnée en pension montant encaissé
Effets publics - obligations	317 300	350 605	336 886
<b>Total</b>	<b>317 300</b>	<b>350 605</b>	<b>336 886</b>

Note 6. Dettes représentées par un titre :

( en K€)	31/12/2015	31/12/2016
Titres du marché interbancaire et TCN	-	-
Dettes rattachées	-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Note 7. Participations :

(En K€)	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres			Prêts et avances consentis	Montant des cautions données	CA du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Divid. reçus
				Brute	Dépréciations	Nette					
Participations détenues à plus de 50% :											
CGRM	50	691	100,00%	114		114			1 150	271	200
CIV	8	-65	99,80%	8		8	2 228		37	-143	
SCI LA GLACIERE	2	13 823	99,10%	21 146		21 146	5 066		699	-594	
ITL	5 280	7 903	95,00%	11 415		11 415	9 290		35 733	2 010	
Participations détenues entre 10 et 50% :											
GIE ACCEFIL	16	-90	24,84%	4		4	302		6 278	-106	
Miroir Social	395	-185	27,28%	260	-260				154	-13	
Autres participations				110	-2	108	680				5
Total				33 058	-262	32 795	17 566	-	44 041	1 426	205

Les données financières des sociétés sont celles des comptes annuels 2016 à l'exception de Miroir Social, ITL, CGRM et le GIE Acefil, pour lesquelles les données sont celles de 2015.

La BFM ne détient aucune filiale étrangère ; aucun des titres qu'elle détient n'est coté.

Les quatre participations détenues à plus de 50% sont des entreprises liées.

Note 8. Immobilisations :

(En K€)	Valeur Brute au 31/12/2015	Acquisitions	Cessions / Mises au rebut	Reclassement	Valeur Brute au 31/12/2016
Fonds de commerce	350	-	350	-	-
Logiciels	4 154	202	1 923	21	2 454
Autres immos incorporelles	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	21	1	-	-21	1
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>4 525</b>	<b>203</b>	<b>2 273</b>		<b>2 455</b>
Terrains constructions	589	-	-	-	589
Agencements	2 346	-	2 346	-	-
Matériel et mobilier	3 024	1 898	906	-	4 086
Immobilisations en cours	72	29	1	-	29



Œuvres d'arts	45	-	-	-	44
<b>Immobilisations Corporelles</b>	<b>6 075</b>	<b>1 926</b>	<b>3 253</b>		<b>4 748</b>
<b>Total général</b>	<b>10 600</b>	<b>2 129</b>	<b>5 526</b>		<b>7 203</b>

(En K€)	Amort. et dépréciation au 31/ 12/2015	Dotations	Sorties / Reprises	Amort. et dépréciation au 31/12/ 2016	Reclassement	Valeur nette au 31/ 12/2016
Fonds de commerce	-	-	-	-	-	-
Logiciels	2 818	911	1 798	1 931	-	523
Autres immos incorporelles	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	1
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>2 818</b>	<b>911</b>	<b>1 798</b>	<b>1 931</b>	<b>0</b>	<b>524</b>
Terrains constructions	170	16	-	187	-	402
Agencements	2 227	113	2 340	-	-	-
Matériel et mobilier	1 768	943	855	1 856	-	2 230
Œuvres d'arts	25	-	-	25	-	19
Immos corpo en cours	-	-	-	-	-	29
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>4 191</b>	<b>1 072</b>	<b>3 194</b>	<b>2 068</b>	<b>0</b>	<b>2 680</b>
<b>Total général</b>	<b>7 008</b>	<b>1 983</b>	<b>4 992</b>	<b>3 999</b>	<b>0</b>	<b>3 204</b>

Note 9. Détail autres actifs et comptes de régularisation :

(En K€)	31/12/2015	31/12/2016
<b>Autres actifs</b>	<b>46 755</b>	<b>33 025</b>
Acomptes /quote-part GIE informatique	-	-
Dépôts de garantie collatéral	25 800	12 660
Acompte de prélèvements sociaux sur intérêts CSL	4 873	4 035
Débiteurs divers	15 807	16 085
Comptes de stocks et emplois divers	275	245
<b>Comptes de régularisation actif</b>	<b>10 662</b>	<b>21 490</b>
Charges payées d'avance	827	766
Produits à recevoir	6 663	12 361
Prélèvements en attente d'encaissement	460	8 140
Produits à recevoir sur instruments dérivés	-	-
Divers	2 713	223

Les produits à recevoir incluent notamment les commissions partenariat Société Générale pour 9 982 K€ et les commissions d'assurance sur les prêts immobiliers pour 1 371 K€.

Note 10. Détail autres passifs et comptes de régularisation :

(En K€)	31/12/2015	31/12/2016
<b>Autres passifs</b>	<b>26 366</b>	<b>30 055</b>
Fournisseurs	2 491	3 661
Fournisseurs factures non parvenues	6 789	9 512
Dépôt de garantie collatéral	-	-
Cotisations d'assurances à reverser	4 966	2 524
Impôts et taxes	8 389	11 075
Créditeurs divers	3 731	3 282
<b>Comptes de régularisation passif</b>	<b>17 807</b>	<b>25 209</b>
Produits perçus d'avance	6 113	6 175
Charges à payer	3 312	3 948
Soulte sur Swaps à étaler	161	-
Charges à payer sur instruments dérivés	7 808	6 462
Divers *	412	8 624

\*Dont appel de cotisations d'assurance 6 865 K€.

Les créditeurs divers sont notamment composés de l'abondement versé à la BFM par une mutuelle sur des livrets détenus par ses adhérents. Cet abondement s'élève à 2 145 K€ au 31 décembre 2016, contre à 2 255 K€ au 31 décembre 2015.

Note 11. Provisions :

(En K€)	31/12/2015	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions devenues sans objet	31/12/2016
Provisions pour risques	2 019	4 536	-	1 301	5 253
Provisions pour charges	1 340	67	823	100	484
<b>Total</b>	<b>3 359</b>	<b>4 602</b>	<b>823</b>	<b>1 401</b>	<b>5 737</b>

Le poste Provision pour risques progresse de près de 4 536 K€ essentiellement du fait du provisionnement effectué suite au contrôle fiscal sur l'exercice 2013. Dans l'attente des conclusions définitives de l'administration fiscale, la Banque Française Mutualiste a préféré couvrir le risque en totalité. La charge correspondante est affectée aux postes du compte de résultat concerné, à savoir le poste Impôt sur les sociétés pour la partie redressement d'impôt et le poste Frais généraux pour la partie pénalités de retard.

Note 12. Évolution des capitaux propres (hors résultat de l'exercice) :

(En K€)	31/12/2015	Résultat 2015	Incidence changement méthode	Dotation reprise FRBG	Réduction de capital	Augmentation de capital	31/12/2016
<b>Capital social</b>	<b>113 804</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>351</b>	<b>114 155</b>
Parts sociales	108 837	-	-	-	-	351	109 189
CCI	4 095	-	-	-	-	-	4 095
Actions de préférence	872	-	-	-	-	-	872
<b>Prime d'émission</b>	<b>14 853</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>432</b>	<b>15 284</b>
Prime d'émission Parts sociales	10 499	-	-	-	-	432	10 931
Prime d'émission CCI	-	-	-	-	-	-	-
Prime d'émission Actions de préférence	4 354	-	-	-	-	-	4 354
<b>Réserves</b>	<b>79 259</b>	<b>15 903</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>95 162</b>
Légale	12 277	-	-	-	-	-	12 277
Statutaire	17 107	2 534	-	-	-	-	19 642
Plus-values long terme	-	-	-	-	-	-	-
Facultative	48 953	13 369	-	-	-	-	62 321
Spéciale	922	-	-	-	-	-	922
<b>Versement de dividendes</b>	<b>0</b>	<b>1993</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Report à nouveau</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)</b>	<b>22 205</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>22 205</b>
<b>Total</b>	<b>230 121</b>	<b>16 895</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>783</b>	<b>246 807</b>

Le capital est composé de 7 159 883 parts sociales, de 268 490 certificats coopératifs d'investissement et de 57 199 actions de préférence, d'une valeur nominale de 15,25 €.

L'augmentation de capital en 2016 a généré 23 042 actions nouvelles.

Le résultat par titre de capital au 31 décembre 2016 s'établit à 2,03 €.

Note 13. Dettes subordonnées

(En K€)	Montant	Date d'émission	Durée initiale	Taux
Titres super subordonnés	2 100	29/06/2010	Indéterminée	Euribor 12 mois + 3,30%
<b>Total</b>	<b>2 100</b>			

(En K€)	31/12/2016
Dettes rattachées sur TSS	72
<b>Total</b>	<b>72</b>

Ces dettes subordonnées sont assimilées à des fonds propres de base « Tier One ».

- Conditions de la subordination

Toutes les dettes subordonnées constituent des engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés, à durée indéterminée et subordonnés de dernier rang de l'Émetteur.

- Conditions de remboursement des dettes subordonnées

Le remboursement anticipé des titres super subordonnés (TSS) ne peut se faire qu'à l'initiative de l'émetteur, après une période de cinq ans minimum, avec l'approbation préalable du Secrétariat Général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel, et à condition d'être remplacé par des Fonds Propres de qualité identique ou supérieure.

## V - Notes sur les postes du hors-bilan

## Note 14 - Engagements de financement donnés

Les 57,1 M€ d'engagements de financement correspondent à des prêts accordés à la clientèle, mais non encore décaissés.

## Note 15 - Engagements de garantie donnés

Les principaux engagements de garantie correspondent principalement à une caution bancaire accordée à notre filiale pour un montant de 4,2 M€. Par ailleurs, la BFM a transmis une partie de son portefeuille de créances, par voie d'endos, au profit de la SG, pour la part correspondant au montant tiré de la ligne de refinancement accordée par la Société Générale le cas échéant. Il n'y avait pas de montant tiré au 31 décembre 2016, et donc pas de garantie par voie d'endos.

## Note 16 - Engagements de financement reçus

Les 105 M€ enregistrés correspondent à des enveloppes de refinancement accordées par la Société Générale et non utilisées au 31 décembre 2016.

## Note 17 - Engagements de garantie reçus

Les 90,7 M€ de garanties reçues correspondent pour 48 M€ à la part du risque pris en charge par les établissements de crédit partenaires de la BFM implantés dans les DOM. Ceux-ci garantissent en effet 50% des encours de prêts effectués dans le cadre du partenariat avec ces établissements. Les 42 M€ restants représentent des sûretés reçues en garantie de prêts accordés à la clientèle.

## Note 18 - Engagements reçus sur titres

Il s'agit de titres à départ décalé, représentant au 31/12/2016 un total de 16,5 M€.

## Note 19 - Opérations sur instruments financiers à terme

La BFM procède à des opérations de couverture globale de son bilan en macro-couverture.

Au 31 décembre 2016, son portefeuille d'instruments financiers à terme destiné à cette couverture se décomposait de la manière suivante :

Opérations sur instruments financiers à terme	Montants nominaux (En M€)	Type d'instruments financiers à terme	Nature de la couverture	Type d'index	Valorisation au 31/12/2015 (En M€)
SWAPS Composites	164	SWAP	Macro	Formule livret A	-6,9
SWAPS Inflation	1 585	SWAP	Macro	Inflation	-9,6
<b>Total</b>	<b>1 749</b>				<b>-16,5</b>

Ventilation des notionnels de swaps selon leur durée restant à courir :

Durée résiduelle des swaps	Notionnel en M€
0 à 1 an	264
1 an à 5 ans	630
Plus de 5 ans	855
<b>TOTAL</b>	<b>1 749</b>

Conformément à la réglementation bancaire, ces éléments ne sont pas, à ce jour, retenus dans les comptes publiables.

## VI. Notes sur les postes du compte de résultat.

Note 20. Ventilation des intérêts, produits et charges assimilés :

(En K€)	31/12/2015	31/12/2016
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>134 686</b>	<b>120 675</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	1 855	1 596
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	108 614	100 321
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	24 217	18 757
Intérêts et produits sur opérations de crédit-bail et location simple	-	-
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>60 426</b>	<b>46 740</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	25 440	20 019
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	34 984	26 718
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	2	3
Intérêts et charges sur opérations de crédit-bail et location simple	-	-

Note 21. Ventilation des commissions perçues et versées :

(En K€)	31/12/2015	31/12/2016
<b>Commissions perçues : produits</b>	<b>10 026</b>	<b>19 352</b>
Commissions reçues des établissements de crédit	3 218	11 018
Commissions reçues de la clientèle	320	73
Autres commissions	6 489	8 261

<b>Commissions versées : charges</b>	<b>1 285</b>	<b>1 195</b>
Commissions versées aux établissements de crédit	323	426
Autres commissions	962	769

Les autres commissions perçues sont essentiellement constituées des commissions d'assurance.

Note 22. Ventilation des revenus sur titres à revenu variable :

(En K€)	31/12/2016	31/12/2016
Produits sur titres de placements	-	-
Produits sur titres de participations	2	205
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>205</b>

Note 23. Ventilation des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation, de placement et sur actifs immobilisés :

(En K€)	31/12/2015	31/12/2016
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Solde des opérations de change	-	-
Solde des opérations sur instrument financier	-	-
<b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	<b>181</b>	<b>429</b>
Solde des opérations sur titres de transaction	-	-
Solde des opérations sur titres de placements	181	429
Moins value sur titres de placement	-	-
Dotation aux provisions pour dépréciation	-4	-4
Plus value sur titres de placement	185	415
Reprise provision pour dépréciation de titres	-	17
Autres	-	-
<b>Gains ou pertes sur actifs immobilisés</b>	<b>2 623</b>	<b>- 477</b>
VNC des immobilisations cédées	-4 897	-698
Produits des immobilisations cédées	7 520	-
Reprise de provisions sur immobilisations	-	223
Pertes sur titres de participation	-	-
Dotations pour dépréciation sur titres de participation	-	-2
Reprises de dépréciations sur titres de participation	-	-

Note 24. Détail des autres produits et charges :

(En K€)	31/12/2015	31/12/2016
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>367</b>	<b>175</b>
Charges refacturées	113	127
Divers	254	48
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>24</b>	<b>12</b>
Divers	24	12

Note 25. Ventilation des charges générales d'exploitation :

(En K€)	31/12/2015	31/12/2016
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>49 338</b>	<b>58 105</b>
Frais de personnel	18 044	21 033
Impôts et taxes	1 341	1 162
Frais informatiques	2 518	2 380
Honoraires	3 816	4 794
Autres frais administratifs	23 618	28 735

Note 26. Frais de personnel :

(En K€)	31/12/2015	31/12/2016
Salaires et traitements	9 346	10 942
Charges retraites	921	1 002

Autres charges sociales	4 157	4 981
Reprises nettes des dotations Plan social BF/litiges sociaux	-68	-119
Impôts & taxes et versements assimilés sur rémunérations	2 058	2 080
Abondements Plan épargne entreprise - PERCO	517	607
Participation des salariés	486	620
Intéressement	627	919
<b>Total</b>	<b>18 044</b>	<b>21 033</b>

Au cours de la période, l'effectif moyen s'est élevé à 220 agents, répartis en 134 cadres et 86 techniciens.

Le montant global des rémunérations allouées aux mandataires sociaux à raison de leurs fonctions s'est élevé à 329 522 € pour la période.

Au 31 décembre 2016, aucun encours d'avances et crédits ainsi que d'engagements au titre d'une garantie quelconque, n'a été accordé aux mandataires sociaux.

Note 27. Honoraires des commissaires aux comptes :

Les honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2016 se répartissent comme suit :

(En K€)	BDO	MAZARS	TOTAL
Mission légale d'audit des comptes sociaux	112	112	224
Missions spécifiques	16	55	70
<b>TOTAL</b>	<b>128</b>	<b>167</b>	<b>295</b>

Note 28. Coût du risque :

Ce poste se décompose comme suit :

(En K€)	31/12/2015	31/12/2016
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	15 530	10 468
Reprise de dépréciations sur créances douteuses	-8 686	-13 405
Créances irrécouvrables	4 487	6 941
Récupération sur créances amorties	-258	-182
Dotations aux dépréciations pour dépréciation des stocks	370	361
Reprise de dépréciations sur stocks	-307	-307
<b>Total</b>	<b>11 136</b>	<b>3 813</b>

Note 29. Résultat exceptionnel :

(En K€)	31/12/2015	31/12/2016
Dotations aux provisions exceptionnelles	-	-
Autres charges exceptionnelles	500	-
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>500</b>	<b>0</b>
Reprise de provisions exceptionnelles	-1 743	-
Autres produits exceptionnels	-	-
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>1 743</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>1 243</b>	<b>0</b>

Note 30. Impôt sur les sociétés :

(En K€)	31/12/2015	31/12/2016
<b>Ventilation de l'impôt en fonction de sa nature</b>	<b>8 309</b>	<b>13 214</b>
Au titre de l'impôt au taux de droit commun de 33,33 %	8 205	9 158
Au titre des contributions additionnelles	246	277
Autres titre des contributions versées	57	30
Crédit d'impôt	-210	-66
Impôt sur exercice antérieur	10	3 816
<b>Ventilation de l'impôt en fonction du résultat</b>	<b>8 309</b>	<b>13 214</b>
Impôt sur résultat courant	8 727	9 399
Impôt sur résultat exceptionnel	-428	-
Impôt sur exercice antérieur	10	3 816

#### D. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Aux sociétaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

le contrôle des comptes annuels de la Banque Française Mutualiste, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la justification de nos appréciations ;

les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Provisionnement des risques de crédit

Votre société comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités (paragraphe 1.4 de la partie III « Informations sur les règles et les principes comptables » et note 2 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, l'appréciation des risques de non recouvrement et leur couverture par des dépréciations individuelles et statistiques.

Dépréciation du portefeuille titres

Votre société détermine les dépréciations éventuelles (paragraphe 1.2.1 de la partie III « Informations sur les règles et les principes comptables » et note 5 de l'annexe) :

Du portefeuille titres de placement en fonction de leur valeur de réalisation, après prise en compte des opérations de couverture ;

Des titres de participation et des immobilisations financières en fonction de leur valeur d'usage ou de leur situation nette ;

Des titres d'investissement en fonction du niveau de probabilité de non conservation des titres jusqu'à l'échéance ou en cas de risque de défaillance de l'émetteur.

Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable, à l'appréciation de ces risques, la valorisation des lignes les plus significatives ainsi que les estimations ayant conduit, le cas échéant, à la couverture des pertes de valeur par des dépréciations.

Provision pour risques et charges

Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et les litiges générés par son activité (paragraphe 1.5 de la partie III « Informations sur les règles et les principes comptables » et note 11 de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces provisions ainsi que les principales hypothèses utilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux sociétaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris et Courbevoie, le 27 avril 2017  
Les Commissaires aux comptes,

BDO France – LEGER ET ASSOCIES  
MAZARS

Fabrice CHAFFOIS  
Emmanuel DOOSEMAN

## **E. – Rapport de gestion.**

Le rapport de gestion peut être communiqué sur simple demande.

**1703637**